



Commune
de
Rubrouck

59285

Tél. 03 28 43 03 83
Fax 03 28 43 05 67

Le 22 septembre 2023 à 20 heures, en mairie, s'est réuni le conseil municipal sous la présidence de Monsieur Luc EVERAERE, Maire.

- L. EVERAERE, Maire

Présents : D. DEWYNTER, P. LICOUR, C. BECK, L. BOUCKAERT, A. DEBRUYNE, F. DEKEISTER, B. FOULON, A. IOOS, P. NOVELLE, V. POLLET, JC. PONSIN ;

Excusé(s) : K. NEFFE, qui a donné pouvoir à L. EVERAERE, G. LANGLOIS, qui a donné pouvoir à C. BECK, O. WIART.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Nombre de conseillers municipaux présents : 12

Date de la convocation : 15 septembre 2023

Le conseil municipal désigne P. LICOUR comme secrétaire de séance.

1) Approbation du compte-rendu de la réunion de conseil municipal du 20 juillet 2023.

Monsieur le Maire souhaite ajouter un point à l'ordre du jour. Le conseil accepte à l'unanimité.

2) Répartition finale du coût de la conseillère numérique

Le contrat, majoritairement financé par l'Etat, de la conseillère numérique pour les villages d'Arnèke, Zermzeele, Ochteezele, Buysscheure et Rubrouck est arrivé à terme ce 5 septembre après deux années. Il y a donc lieu de se répartir le coût final. Pour Rubrouck, il s'élève à 1 836.11€. Le conseil accepte à l'unanimité.

3) Décision modificative

Comme chaque année, il convient d'ajuster à la marge le budget voté en mars.

L'assureur de la commune va procéder au versement de 6 000€ supplémentaire minimum de remboursement de salaire d'agents en maladie. Le budget alloué aux interventions d'entreprises extérieures pour la maintenance des bâtiments n'a pas été utilisé.

Côté dépenses, les arrêts maladie ont engendré un surplus d'heures complémentaires et supplémentaires et l'embauche d'une personne sous contrat. Il y a donc lieu d'équilibrer le budget entre ces trois comptes.

A l'unanimité le conseil vote en faveur de cette décision budgétaire.

4) Participation en santé et en prévoyance pour le personnel communal

Il y a un an, le conseil a décidé d'autoriser le centre de gestion de conclure un accord collectif dans le champ de la prévoyance. Cet accord est maintenant à disposition de la commune pour y adhérer ou pas. Il concerne :

- les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité, dénommés encore " risque santé " (la mutuelle) : l'obligation légale de participer aux dépenses en la matière est fixée au 1er janvier 2026 pour un montant minimum de 15€/agent/mois.

- les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès, dénommés "risque prévoyance" (garantie du maintien de salaire) : au 1er janvier 2025, le montant minimal de participation sera fixé à 7€/agent minimum.

Il est possible d'anticiper et de proposer cette participation dès le 1er janvier 2024, la commune participant déjà à hauteur de 5€/mois/agent pour le risque prévoyance.

Considérant que les membres du personnel communal remplissent pleinement leurs missions, qu'ils font preuve de souplesse et d'adaptabilité, le conseil décide à l'unanimité d'anticiper les obligations légales et de participer, dès le 1^{er} janvier 2024, à hauteur de 25€/mois/agent pour le risque santé et à hauteur de 10€/mois/agent pour le risque prévoyance.

5) Travaux d'investissement

Les travaux à l'église seront programmés pour 2025, les enveloppes de la DRAC étant déjà toutes attribuées en 2024. Ils devraient s'élever à 970 000€ HT. La commune s'efforcera d'atteindre le maximum de subvention possible, soit 80%.

Deux pompes à chaleur air/eau ont été installées aux écoles. Coût : 32 091€. Subvention attribuée : Département pour 16 045.10€. Subvention demandée : CCFI : 8 022€.

Les deux portes de la maison des associations ont été changées. Le changement des fenêtres va suivre.

Sont en cours et sont programmés les travaux d'isolation des salles de classes et de la cantine (vacances d'automne), l'extension des sanitaires publics à l'aire de loisirs (démarrage d'ici fin d'année),

Pour tous ces travaux 2024, leur montant s'élève à 104 000€ HT. Les subventions certaines sont de 57 194€ (55%). Si l'on obtient aussi celle de la CCFI (18 207€), le taux de financement serait de 72.50% (sans compter les Certificats d'Economie d'Energie).

Les deux colonnes de verre et de papier seront déplacées prochainement à l'aire de loisirs.

Pour 2025, le SIECF a laissé la possibilité de programmer la rénovation de l'éclairage public de Rubrouck sur les routes suivantes : route de Bourbourg, route d'Arnèke, route de Broxeele, roomsk cappel straete, fichaux straete et botter straete. Coût : environ 40 000€ HT. Il sera possible d'étaler la dépense sur 5 années, à moins que le département puisse subventionner le projet. Le conseil accepte la réalisation des travaux.

Il est précisé que la présence de fils nus sur le réseau Enedis du chemin de la procession empêche, pour des raisons techniques, le changement de lanternes de cette rue. Leur remplacement par un fil torsadé et isolé a été demandé à Enedis qui doit effectuer les travaux en 2024.

Toujours pour 2025, des devis seront demandés pour l'insonorisation de la cantine et de la salle de conseil ainsi que pour l'ajout de pare-ballons au stade. La rénovation de l'éclairage de ce dernier n'est plus à l'ordre du jour, le budget étant trop élevé sans possibilité de financement.

6) Campagne de stérilisation des chats errants

Certains habitants se plaignent de la multiplicité des chats errants dans certains secteurs du village. La SPA de Méteren est disposée à remettre en place une campagne de stérilisation mais un manque de bénévoles nécessiterait une plus grande implication de volontaires rubrouckois en termes d'organisation. La fondation 30 millions d'amis confirme que la convention signée en 2019 est encore valable et qu'il reste encore de quoi financer une dizaine de chats jusqu'au 31/12/2023.

Madame la quatrième adjointe assure qu'il est possible de trouver les rubrouckois qui seraient volontaires. Le conseil décide donc d'utiliser les fonds encore disponibles sur la convention de 2019 pour stériliser un maximum de chats. Une fois ceci fait, un point sera fait pour repartir ou non sur une nouvelle convention.

7) Transformation de la CCFI en communauté d'agglomération

Lors de la dernière réunion, il avait été décidé d'autoriser la communauté de communes à étendre ses compétences afin de rendre possible sa transformation en communauté d'agglomération. La grande majorité des communes ont eu la même position et il est désormais nécessaire d'autoriser ou pas la transformation de la CCFI en communauté d'agglomération, la Communauté d'Agglomération Cœur de Flandre. Le conseil accepte (13 voix pour, 1 abstention).

8) Adoption du rapport de la CLECT

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la CCFI a pour mission de procéder à l'évaluation des charges afférentes aux compétences communales transférées à la communauté de commune. Elle s'est penchée sur le transfert de charge de la gestion de la piscine d'Hazebrouck. La méthode de calcul est basée sur celui du transfert de la piscine de Bailleul en se basant sur les 8 derniers exercices budgétaires, avec des ajustements notamment liés aux périodes de fermeture dues au Covid et aux travaux. Après calcul, le montant du transfert est estimé à 243 883.33€, ils viennent en déduction de l'attribution de compensation versée annuellement à la commune d'Hazebrouck (initialement 5 409 989.39€). Le conseil accepte (13 voix pour, 1 abstention).

9) Modification des statuts du SIECF

Le Syndicat Intercommunal d'Énergie des Communes de Flandre a révisé ses statuts. Le conseil donne son accord sur le changement de nom en Territoire d'Énergie Flandre, sur le départ de la commune des Moères suite à sa fusion avec celle de Ghyvelde et sur la création de nouvelles compétences à disposition des communes comme les stations hydrogène, la transition énergétique.

10) Avis sur le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs

Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID) s'inscrit dans le volet gestion de la demande de logement social. Il répond à l'ambition de la loi ALUR de simplifier cet enregistrement, de mieux informer le demandeur, d'apporter plus de transparence et d'équité dans le processus d'instruction et de faire de la CCFI l'échelon de référence pour la gestion de la demande et l'information des demandeurs.

Dans le détail, le PPGDID met en place un système d'information et d'accueil des demandeurs, définit précisément l'information dispensée aux demandeurs, établit un système de cotation de la demande en logement social et uniformise les demandes de pièces justificatives.

Le conseil prend connaissance du plan et n'émet pas de réserve particulière.

11) Redevance pour occupation du domaine public – Chantiers gaziers

Suite à l'installation d'une unité de méthanisation sur la commune de Wemaers-Cappel ainsi qu'au maillage réalisé par GRDF, la commune touchera dès 2024 une RODP pour chantier, en plus de celle annuelle pour les ouvrages déjà en place. Le SIECF communiquera la somme au cours de l'été 2024.

12) Nouvelles adhésions au SIDEN SIAN

Le conseil accepte l'adhésion au SIDEN SIAN des communes d'Avelin et Iwuy pour le département du Nord et Enquin-Lez-Guinegatte et Tortequesne pour le département du Pas-de-Calais avec transfert de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Questions et Informations Diverses.

Les élus relèvent les trop nombreuses coupures de courant de ces dernières semaines. La maire a questionné Enedis sur la fiabilité de son réseau dès le mois d'août. Une relance a été faite ce jour et un courrier a été envoyé pour la résorption des fils nus non isolés encore présent sur le village. Enedis confirme sa volonté de trouver la source du problème (certainement un élagage à faire sur une ligne moyenne tension, mais il faut réussir à le localiser).

Depuis début août, Teddy Vernieuwe est embauché à raison de 3 jours par semaine en tant que jardinier. Il est en CDD d'un mois déjà reconduit une fois.

Le conseil accepte de remplacer Orange par ATC France dans le bail qui nous lie pour l'antenne téléphonique, le contrat proposé ne comportant pas de possibilité d'extension de la surface au sol mise à disposition.

Un arrêté municipal pour l'entretien des trottoirs le long des voies communales a été pris. Il impose au riverain d'entretenir une bande de 1.20m de largeur le long de sa propriété.

Yser Houck invite les conseillers à prendre part à leur Fête des Vergers du 1er octobre.

La séance est levée à 21 h 55.